

Le Citoyen - L'État- Le Monde

Respectable Loge, Le Chantier Lumineux, Orient de Paris, Région 11

Le citoyen : Fiscalité

Une réforme fiscale instituant l'impôt acceptable

Faire de l'impôt sur le revenu, l'impôt de référence des citoyens désignés contribuables.

Affirmer son universalité et sa progressivité.

Intituler la déclaration des revenus : Déclaration de contribution universelle.

Instaurer un taux marginal maximal d'imposition de l'ordre de 75%.

Dans ces perspectives, envisager la fusion de l'IR et de la CSG.

Elargir l'assiette ou la base de calcul de cet IRPP à l'ensemble des prestations sociales. En d'autres termes, toute somme perçue constitue un revenu disponible sans distinction au regard de la partie versante.

Imposition symbolique à un taux symbolique des revenus disponibles au-dessus du seuil de pauvreté soit, 900 € mensuels.

Augmentation significative et unification des plafonds de ressources notamment en matière de logement. Cela devrait influencer sur la tentation de vouloir à tout prix se maintenir en deçà desdits plafonds et donc être assigné à une clandestinité fiscale et sociale malsaine.

Maintien de l'IFI avec un seuil d'imposition ramené à 1 M€.

Simplification (*on économise des fonctionnaires et on met des conseils fiscaux au chômage*).

Pour l'ensemble des revenus catégoriels individuels, instaurer un taux de charges forfaitaire de 70% ; pour les salaires : 30%. Admettre sur justifications, les frais réellement engagés qui dépasseraient ces pourcentages et directement liés à la réalisation de ces revenus.

Supprimer les seuils de non-recouvrement de tout impôt direct.

Criminaliser la fraude fiscale avérée.

Conserver une souveraineté fiscale sur les impôts directs.

L'état : Vie de nos institutions

Exemplarité/Responsabilité/Service

Subordonner le droit de vote au paiement effectif d'un impôt direct (IRPP ou cotisation locale)

Confier à l'administration fiscale le contrôle des élus et membres du gouvernement.

Confier également à cette administration, le contrôle des personnalités pressenties pour un mandat public ou assimilé.

Renouvellement du personnel politique et stabilité de l'action publique

Libérer l'élu de l'obsession de sa réélection pour privilégier l'action et l'intérêt général.

Revenir au septennat non renouvelable.

Augmenter de façon sensible la rémunération des représentants élus et des membres du gouvernement.

Limiter les mandats électifs dans la durée à deux consécutifs (durée indicative).

Au terme du mandat, indemniser l'élu pour garantir son retour à la vie civile.

A cet égard, il convient de rappeler que le régime de retraite des parlementaires si décrié se justifiait et devrait toujours se justifier par la limitation de durée de leur mandat.

Affirmer ou réaffirmer l'incompatibilité du statut de fonctionnaire ou assimilé avec une mission de législateur sans démission préalable de ses fonctions.

Le monde : Écologie

Faire de la lutte contre les nuisances sonores une cause écologique majeure.

Introduire une réflexion sur la natalité au plan international mais aussi national.

Le président de la république a ébauché ce débat dans ses discours africains ; c'est aussi un paramètre incontournable de son plan de lutte contre la grande pauvreté.

Si nous vivons un cycle de réchauffement comme la terre en a déjà connu, cela paraît inexorable.

Si l'activité humaine et tout ce qu'elle influence en termes de faune et de flore accélère la tendance, elle peut par des dispositifs de développements durables en retarder l'échéance.

Quant à la sauvegarde de la planète et de son écosystème, ils devront s'apprécier à une échelle réduite en termes d'espace vital.

Une arche de Noé en quelque sorte.

Il faut donc songer à anticiper un processus qui pourrait ne pas être aussi tragique qu'on le pressent.

Cette anticipation passe par une régulation de la population humaine planétaire.

Une bonne guerre ne résoudra rien au plan écologique. Les conflits sporadiques, les catastrophes naturelles, les épidémies ne freineront pas l'accroissement de la population.

Des savants fous ou pas ont sans aucun doute dans leur esprit fécond des solutions épouvantables.

Avant qu'ils imposent leur vision à des instances gouvernementales ou non, il faut que prime un discours de raison sur un sujet où l'irrationnel est très présent au travers de dogmes religieux et de superstitions qui dans certaines contrées sont bien ancrés. Les femmes ont encore la main pour nous éviter le « meilleurs des mondes ». Mais si notre mode de pensée matérialiste n'évolue pas, avec ou sans elles, la science et les techniques sont prêtes à la satisfaction de cette tentation.

Il s'agit donc de penser la démographie et la géographie inscrites dans une écologie et son économie.

La politique consistera donc à revenir à des fondamentaux : se nourrir, se vêtir, s'abriter.

Sur ces bases sécurisantes pour l'animal humain, s'ajouteront la santé, l'éducation, le travail, et leurs progrès présents et à venir. Devraient alors s'envisager sur ce terreau favorable, la liberté, l'égalité, la fraternité, la laïcité, la science, la spiritualité, la création artistique. En résumé tout ce qui est porteur d'universalisme sera promu ainsi que sa mémoire conservée. Quid des nations, quid de la propriété, quid du profit, ... ?

En conclusion, soit on se fait peur, soit on s'illusionne, soit on s'affranchit ou s'émancipe des schémas existants. Dans les trois cas, l'humanité en est-elle capable ? L'envisager, nous permet d'espérer.